

Nous nous mettons une nouvelle fois en grève pour défendre le service public d'éducation. Face à la gravité des attaques contre l'école, nous considérons que nous n'avons pas le choix.

Pourquoi cette grève ?

Pour obtenir les budgets nécessaires pour un véritable service public d'éducation dans l'intérêt de tou.te.s: pas d'économies sur le dos des élèves et des personnels!

Comme pour l'hôpital et les autres services publics, la baisse du budget de l'éducation (700 millions d'euros prochainement) nous empêche d'accomplir correctement nos missions au service des élèves. Or la France est déjà un des pays de l'union européenne où le nombre d'élèves par professeur.e est le plus élevé.

Les choix budgétaires du Ministère ne répondent pas aux besoins des personnels et des élèves. A titre d'exemple, le budget annuel pour généraliser les uniformes et le Service National Universel (SNU), projets inutiles, est estimé à 4,5 milliards d'euros. Avec la même somme le gouvernement pourrait créer 130 000 postes d'enseignant.e.s. Avec la moitié de cette somme il pourrait augmenter le salaire mensuel des tou.te.s les AED (personnels de vie scolaire) et AESH (accompagnant.e.s d'élèves en situation de handicap) de 800 euros. Aujourd'hui le salaire moyen d'un.e AESH est autour de 900 euros.



Pour obtenir la création des postes nécessaires et la revalorisation des métiers de l'éducation

Les choix budgétaires du Ministère ont des conséquences immédiates dans la vie à l'école: absences d'enseignant.e.s non remplacées, effectifs surchargés dans les classes, Réseaux d'Aide Spécialisés aux Elèves en Difficultés (RASED) incomplets, manque de psychologues, médecins et infirmier.e.s scolaires, manque d'AESH, manque d'enseignant.e.s UPE2A (pour les élèves non francophones), etc...

Nous avons la volonté de faire de l'école un lieu au sein duquel chaque enfant, quels que soient ses besoins, aura les mêmes conditions d'accès au savoir. Mais cela ne pourra passer que par la baisse des effectifs par classe et le recrutement d'enseignant.e.s (notamment remplaçant.e.s, RASED, UPE2A), de personnels médico-sociaux, d'AESH, etc...

Beaucoup de personnels précaires travaillent au service des élèves : nous revendiquons la titularisation de tou.te.s les personnels précaires en poste ainsi qu'un vrai salaire et un vrai statut de la fonction publique pour les AESH (accompagnant.e.s d'élèves en situation de handicap) et les AED (personnels de vie scolaire).

Nous ne voulons pas du Pacte enseignant et de sa logique de « paye au mérite et à l'obéissance » qui mettent les personnels en concurrence, nous demandons de véritables augmentations de salaire pour tou.te.s.

Pour en finir avec l'école du tri social et l'autoritarisme

Nous ne voulons pas des évaluations nationales et des manuels imposés qui réduisent notre liberté pédagogique, seule condition pour que nous puissions nous adapter à nos élèves. Nous ne voulons pas de classes surchargées, d'élèves maltraité.e.s faute des conditions favorables pour les accueillir avec leurs besoins spécifiques. Nous ne voulons plus d'élèves qui dorment dehors avec leurs familles ou dans des hébergements insalubres alors que 3 millions de logements sont laissés vides. Nous ne voulons pas des groupes de niveaux au collège qui trient les élèves, stigmatisent les élèves en difficultés et leur promettent un avenir tout tracé d'échec scolaire et d'orientation subie. Nous ne voulons pas d'uniforme car nous aimons la diversité. Nous ne voulons pas de la mise au pas des élèves avec la généralisation du SNU. Nous ne voulons pas de la réforme du lycée professionnel qui fait perdre qualité et quantité d'enseignement aux élèves. Nous ne voulons plus de Parcoursup : chronophage, anxigène avec lequel seul.e.s les plus favorisé.e.s économiquement et culturellement gagnent et font les études souhaitées.

Le système éducatif français figure parmi les systèmes les plus inégalitaires au niveau international, c'est à dire que l'école française fait réussir les élèves issu.e.s des milieux les plus favorisés et laisse les autres sur le côté. Ce n'est pas notre projet, c'est contraire à ce pourquoi nous faisons ce métier. Ce que nous voulons, c'est une école égalitaire, émancipatrice et solidaire, pour tou.te.s, qui éduque, transmette des savoirs, éveille, rende autonome, apprenne aux élèves à vivre et construire ensemble avec les différences de chacun.e.

Familles, parents... l'école a besoin de votre soutien!

Les personnels de l'Education Nationale en grève

L'école des chances


selon le ministère de l'éducation privée-de-moyens

En maternelle, ta maîtresse en congé maternité n'a pas été remplacée.



PAS DE CHANCE !

En CP, le manuel labellisé et les classes surchargées ne t'ont pas permis d'apprendre à lire ni à compter.



PAS DE CHANCE !

En CM2, tu n'as pas compris les évaluations qui ont déterminé ton groupe de niveau en 6è (le maître non plus...) et tu les as foirées...




PAS DE CHANCE !

En 6è, avec le groupe des 15 autres "nul.le.s", vous vous êtes accroché.e.s et vous avez quand même réussi à progresser... mais pas assez...



PAS DE CHANCE !

En 3è, dyslexie enfin (!) diagnostiquée. Mais, il n'y avait pas d'AESH pour t'accompagner.



PAS DE CHANCE !

Au Lycée, il n'y avait plus de place dans la filière que tu voulais, du coup c'est au SNU qu'on t'a envoyé.e.

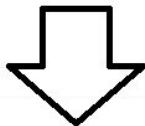


PAS DE CHANCE !

La chance n'a rien à voir là-dedans, ce sont des choix politiques des gouvernements.

Leur objectif : accentuer le tri social des élèves.

Ensemble refusons !



"LE SYSTÈME ÉDUCATIF FRANÇAIS FIGURE PARMIS LES SYSTÈMES LES PLUS INÉGALITAIRES AU NIVEAU INTERNATIONAL"
(EXTRAIT DE L'AVIS PUBLIÉ PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DES PROGRAMMES - 30 JANVIER 2024)



Groupes de niveaux au collège

Manuels scolaires imposés

Uniformes / SNU

Réforme du Lycée pro

Inclusion

"Pacte" / politique de non-remplacement

Fermetures de classes

Parents, personnels des écoles, ensemble luttons pour une école publique qui donne les moyens à tou.te.s de progresser et de s'émanciper!

